

Convention relative au fonctionnement du service relais assistant(e)s maternel(le)s (RAM) Vene et Mosson

- Le Département de l'Hérault, n° siren 223 400 011 sis au Mas d'Alco – 1977 avenue des moulins 34087 Montpellier Cedex 4, représenté par monsieur Kléber Mesquida, président du Conseil départemental, autorisé par délibération de la commission permanente en date du 17 décembre 2018,
- La Commune de Lavérune, gestionnaire du relais assistant(e)s maternel(le)s, située place de la mairie 34880 Lavérune, représentée par monsieur Roger Caizergues, son maire autorisé par délibération du conseil municipal, en date du
- La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault, située 139 avenue de Lodève à Montpellier, représentée par monsieur Thierry Mathieu, son directeur

ARTICLE 1

Au regard :

- de la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfance,
- de la loi n°92-642 du 12 juillet 1992 relative aux assistant(e)s maternel(le)s,
- de la loi n°2005-706 du 27 juin 2005 relative aux assistant(e)s maternel(le)s et assistants familiaux,

Les parties signataires de la présente convention conjuguent leurs efforts en vue d'assurer le fonctionnement d'un service « relais assistant(e)s maternel(le)s » dans un but de conseil, d'information et d'échange entre les parents, les assistant(e)s maternel(le)s et les différentes structures.

ARTICLE 2

Ce service s'inscrit dans le cadre de réalisations et aides au secteur enfance et petite enfance développées par les trois partenaires.

ARTICLE 3

Les missions générales du relais assistant(e)s maternel(le)s sont définies par la Caisse d'allocations familiales, conjointement avec la commune de Lavérune et le Département (direction de la protection maternelle infantile), et consignées dans une fiche de poste annexée à la présente convention.

ARTICLE 4

Un comité technique, composé du directeur de la Caisse d'allocations familiales ou de son représentant, du médecin responsable de la direction de la protection maternelle infantile (DPMI) ou son représentant, et du maire de la commune de Lavérune ou son représentant, définit et met en œuvre les orientations visées à l'article 1.

Ce groupe technique se réunit en fonction des besoins, au moins une fois par an. Le gestionnaire organise la tenue de ce bilan.

ARTICLE 5

Le recrutement de l'animateur de relais assistant(e)s maternel(le)s s'effectue après appel de candidature et avis d'un jury comprenant obligatoirement les représentants de la caisse d'allocations familiales, du Département et de la commune de Lavérune. En cas de remplacement les conditions de recrutement seront identiques, le jury comprendra les trois signataires de la convention.

ARTICLE 6

Le service relais est placé sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la commune de Lavérune, le personnel relevant des règles relatives aux collectivités territoriales.

Le service relais est assuré par des agents ayant la qualification d'éducateur.trice de jeunes enfants.

Il s'agit de trois postes correspondant à 2,5 équivalent temps plein.

ARTICLE 7

La Caisse d'allocations familiales est responsable de la coordination des RAM sur le département de l'Hérault. Cette coordination consiste à assurer :

- la mise en réseau des relais au travers de réunions mensuelles,
- le conseil technique,

- les relations de partenariat avec les services territoriaux générale adjointe solidarités départementales.

La coordinatrice participera à la présentation des bilans annuels lors du comité technique.

ARTICLE 8

L'implantation se situe à 4, place de la mairie à Lavérune.

Des permanences extérieures peuvent être tenues dans les équipements existants dépendants de la CAF, de la commune de Lavérune ou du Département, pour l'accueil des assistant(e)s maternel(le)s et des parents, éventuellement pour l'organisation de réunions.

ARTICLE 9

Le secteur géographique d'intervention est fixé par les trois organismes dans un souci d'équilibre des secteurs et concerne Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-les-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saussan.

ARTICLE 10

Le financement de l'ensemble des frais de fonctionnement est assuré de la manière suivante:

- par le Département à hauteur de 25 % salaires et charges sociales des animatrices, le Département effectuera le versement de sa participation selon les modalités suivantes :
 - 70% en début d'année au vu du budget prévisionnel
 - le solde en N+1 régularisé au vu du compte administratif relatif au relais,
- par la Caisse d'allocations familiales qui s'engage, dans le cadre d'une convention spécifique avec le gestionnaire du relais, à lui verser une prestation de service dont le montant annuel s'élève à 43 % des dépenses de fonctionnement dans la limite d'un prix plafond arrêté chaque année par la CNAF,
- par la commune de Lavérune pour le solde

Pour les communes (ou communauté de communes) signataires d'un contrat enfance jeunesse, le relais assistant(e)s maternel(le)s est intégré, dès son ouverture, dans le schéma de développement du contrat enfance jeunesse signé avec chaque commune(ou communauté de communes). A ce titre, la CAF versera aux communes concernées (ou communauté de communes) une prestation de service selon les règles édictées dans le dit contrat enfance jeunesse.

ARTICLE 11

Le comité technique communique chaque année le bilan des actions et les résultats financiers au conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales, au Département et à la commune de Lavérune.

ARTICLE 12

Toutes les actions d'information réalisées par le relais feront référence au Département, à la commune de Lavérune et à la Caisse d'allocations familiales.

Les logos de la CAF, du Département et de la commune de Lavérune devront figurer sur toute documentation ou dépliant réalisé conjointement à l'intention du public.

ARTICLE 13

Toute modification proposée par l'un des partenaires entraînant des changements dans les conditions d'exécution de la convention devra être définie en comité technique et avoir reçu l'accord de chacun des partenaires. Elle devra être signifiée par courrier à chaque partenaire et devra faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

ARTICLE 14

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 15

En cas de litiges la juridiction compétente pour connaître des litiges est le tribunal administratif de Montpellier.

Envoyé en préfecture le 11/12/2020

Reçu en préfecture le 11/12/2020

Affiché le

SLO

ID : 034-213401342-20201207-2020_57-DE

ARTICLE 16

Cette convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2021 jusqu'au 31 décembre 2021. Elle annule et remplace la convention précédemment signée.

La présente convention est établie en trois exemplaires.

A Montpellier, le

Le Directeur de la
Caisse d'allocations familiales

Le Maire de la commune de
Lavérune

Le Président
du Conseil départemental

Les missions d'un relais assistant(e)s maternel(le)s :

En direction des assistant(e)s maternel(le)s

1. gestion du fichier des places disponibles.
2. informations administratives (statut, agrément, contrat, régime fiscal).
3. travail de liaison avec les travailleurs sociaux (puéricultrice, médecin de PMI) et les assistant(e)s maternel(le)s en cas de difficultés.
4. soutien technique pour une meilleure qualité d'accueil.
5. information et incitation à la demande d'agrément.

En direction des parents

1. recensement et gestion des demandes des familles.
2. informations administratives et soutien technique : aide à l'établissement d'une fiche de paie, information sur la PAJE (prestation d'accueil du jeune enfant), sur les tarifs pratiqués.
3. information sur les modes d'accueil
4. information sur les assistant(e)s maternel(le)s (avantage de l'agrément, formation des assistant(e)s maternel(le)s)
5. aide technique pour le contrat d'accueil de l'enfant chez l'assistante maternelle.
6. accompagnement à la séparation et à l'adaptation de l'enfant.
7. médiation en cas de litiges financiers

Dans un cadre d'amélioration des échanges

1. organisation de rencontres parents/assistant(e)s maternel(le)s et entre assistant(e)s maternel(le)s.
2. organisation de rencontres d'assistant(e)s maternel(le)s pour mettre en place des ateliers d'animation pour les enfants.
3. remplacement (en cas d'indisponibilité de l'assistant(e) maternel(le) ; recherche de solutions)
4. décloisonnement entre les structures d'accueil et d'éveil du jeune enfant.